

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 OCTOBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 22/596 FRANCE 2030 "DEMONSTRATEURS DE LA VILLE DURABLE" - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA CAISSE DES DEPOTS ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/596

BUREAU DU 17 OCTOBRE 2022

O B J E T : FRANCE 2030 "DEMONSTRATEURS DE LA VILLE DURABLE" - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA CAISSE DES DEPOTS ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

VU l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Démonstrateur de la ville durable : Habiter la France de demain », lancé par l'État,

VU la convention du 8 avril 2021 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence Nationale de la Recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action «Démonstration en conditions réelles, amorçage et premières commerciales»),

VU le cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs de la ville durable : Habiter la France de demain » (« l'AMI ») approuvé par un arrêté du Premier Ministre en date du 26 mai 2021 ;

VU le dossier de demande de subvention déposé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le projet « de Mayol à Pipady – Avenir de la Rade de Toulon », le 5 novembre 2021,

CONSIDERANT que l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Démonstrateur de la ville durable : Habiter la France de demain », cible des projets offrant des solutions pour la ville et le bâtiment innovants et durables, et s'inscrit dans le quatrième programme d'investissements d'avenir (PIA4),

CONSIDERANT que l'opération dite « de Mayol à Pipady – Avenir de La Rade de TOULON » répond aux critères cumulatifs fixés dans le cadre de cet Appel à Manifestation d'Intérêt « Démonstrateurs de la ville durable : Habiter la France de demain »,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de réaliser un projet d'aménagement urbain durable d'un vaste espace à l'interface de la ville et du port,

CONSIDERANT que la Métropole lance son nouveau grand projet emblématique d'aménagement urbain d'un vaste espace à l'interface de la ville et du port « de Mayol à Pipady – Avenir de La Rade de Toulon » qui positionnera son territoire comme un axe majeur de l'arc méditerranéen, et façonnera la future vitrine européenne et internationale de la Métropole, grâce au dynamisme de son port et la mise en valeur de son patrimoine,

CONSIDERANT que la réalisation de cet aménagement urbain durable s'inscrit dans une stratégie de transformation des espaces urbains métropolitains, afin de tendre vers :

- un soutien de la reprise de l'activité du secteur économique de l'aménagement et de la construction, basé sur un modèle urbain durable,
- une résilience climatique du territoire métropolitain,
- et une sobriété foncière,

CONSIDERANT que ledit projet aidera à la diminution de l'empreinte carbone en apportant des solutions les plus favorables et les plus adaptées afin de favoriser la transition écologique et énergétique, au cœur de la Métropole,

CONSIDERANT que le coût total prévisionnel du projet est estimé à 3 400 000 € HT (montant prévisionnel subventionnable),

CONSIDERANT que suite à la présentation par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, du projet dit « De Mayol à Pipady Avenir de la Rade de Toulon », dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs ville durable : habiter la France de demain », ledit projet a été retenu pour faire partie du réseau national de démonstrateurs de la stratégie nationale pour Ville durable et les bâtiments innovants, portée par France 2030,

CONSIDERANT que l'analyse de la candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a mis en lumière la qualité du projet, qui a pour ambition la valorisation du front de mer et le renforcement de l'attractivité de la Métropole, en menant une opération majeure de transformation portuaire,

CONSIDERANT que cette analyse souligne également les ambitions en termes de renaturation et de traitement des enjeux énergétiques en lien avec les initiatives en cours de déploiement,

CONSIDERANT que la sélection du projet « De Mayol à Pipady Avenir de la Rade de Toulon » fait l'objet de l'établissement d'une convention (annexe à la présente délibération), portant perception d'une première enveloppe de subvention d'un montant maximal de 500 000 €, en phase d'incubation, pour l'accompagnement et la maturation du projet,

CONSIDERANT que ladite convention établie entre la Caisse des Dépôts et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, prendra en compte les relations conventionnelles avec l'Etat, et s'articulera autour de trois objectifs principaux, à savoir :

- Préciser les objectifs environnementaux et les axes d'innovation du projet,
- Renforcer l'écosystème partenarial notamment autour des axes d'innovation,
- Clarifier le besoin d'accompagnement en phase d'incubation.

Et après en avoir délibéré

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention de financement entre la Caisse des Dépôts et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au titre de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs de la ville durable : Habiter la France de demain.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à solliciter pour cette opération par voie conventionnelle, l'aide financière de l'Etat à un taux d'intervention le plus élevé, représentant un montant d'aide de 500 000 €.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au Budget Principal, année 2022 et suivantes.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 octobre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**France 2030
« Démonstrateurs de la ville durable »**

**Convention de financement
entre la Caisse des Dépôts,
et la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

AVANT-PROPOS

Vu la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programmes d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n°2010-1721 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

Vu la convention du 8 avril 2011 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Démonstration en conditions réelles, amorçage et premières commerciales »), ci-après la « Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi » ;

Vu le cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs de la ville durable : Habiter la France de demain » (« l'AMI ») approuvé par un arrêté du Premier Ministre en date du 26 mai 2011 ;

Vu le dossier de demande de subvention déposé par La Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le projet « de Mayol à Pipady – Avenir de la rade de Toulon », le 5 novembre 2011,

Vu la proposition de sélection du comité technique en date du 9 mars 2012,

Vu la décision du comité stratégique en date du 5 avril 2012,

Vu la décision du Premier ministre rendu après avis du Secrétariat général pour l'investissement (le « SGPI ») en date du 22 avril 2012,

Vu la décision du Comité de pilotage ministériel du 22 septembre 2012.

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial, créée par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56 rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'État, en qualité d'Opérateur du programme « Démonstrateur de la ville durable » représentée par Gabriel GIABICANI, Directeur du département de l'innovation et des opérations,

Ci-après dénommée l'« **Opérateur** » ou la « **CDC** »,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), créée par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, dont le siège est 107 Boulevard Henri Fabre CS 30 536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « **Porteur de projet** », représentant l'ensemble des partenaires impliqués dans le projet « de Mayol à Pipady – Avenir de la Rade de Toulon ».

Ci-après désignées ensemble les **Parties** et individuellement une **Partie**.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION	8
ARTICLE 2 – OBJET, MODALITES, CALENDRIER DE REALISATION ET COUTS DE LA PHASE D'INCUBATION	8
2.1 OBJET	8
2.2 PHASE D'INCUBATION	9
2.2.1 Etudes directement lancées par le Porteur de projet	10
2.2.2 Etudes lancées par l'Opérateur via son accord-cadre	11
2.2.3 Frais de personnel pour le pilotage de projet	11
2.2.4 Frais généraux	12
2.3. PARTENAIRES	12
2.4 MODALITES ET CALENDRIER DE REALISATION	12
2.5 COUT TOTAL DE LA PHASE D'INCUBATION	13
ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION	13
3.1 DEPENSES ELIGIBLES A LA SUBVENTION	13
3.2 ENCADREMENT DE LA SUBVENTION	13
3.2.1 Montant de la Subvention	13
3.2.2 Cofinancement	14
3.3 MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION	14
3.3.1 Répartition entre recours à l'ingénierie via l'Opérateur et versement au Porteur de projet	14
3.3.2 Calendrier des versements	15
3.3.3 Demandes de versement	15
3.3.4 Réalisation des versements	16
3.3.5 Suspension des versements	16
3.4 NON-ASSUJETTISSEMENT DE LA SUBVENTION A LA TVA	16
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET	16
4.1 ENGAGEMENT DU PORTEUR DE PROJET POUR SON COMPTE ET POUR CELUI DES PARTENAIRES	16
4.2 COLLABORATION DE BONNE FOI	17
4.3 REALISATION DE LA PHASE D'INCUBATION	17
4.4 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE SUIVI	17
4.5 OBLIGATIONS COMPTABLES LIEES A LA SUBVENTION	18
4.6 OBJECTIFS ET EVALUATION	18
4.7 COMITE DE SUIVI	19
4.8 RESPONSABILITE	19
4.9 LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LCB-FT) ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (LAC)	20
4.10 SANCTIONS INTERNATIONALES	21
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE	21
ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
6.1 COMMUNICATION	23
6.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
6.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	24
ARTICLE 7 – DUREE	24
ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION	24
ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES	25
9.1 NOTIFICATIONS	25
9.2 NULLITE	25
9.3 INTEGRALITE DE LA CONVENTION	25
9.4 MODIFICATION DE LA CONVENTION	26

9.5	RENONCIATION	26
9.6	JURIDICTION	26
9.7	DOCUMENTS CONTRACTUELS	27
ANNEXE 1 - PRESENTATION DU PROJET ET SA PHASE D'INCUBATION		29
ANNEXE 2 - BUDGET PREVISIONNEL DE LA PHASE INCUBATION		39
ANNEXE 3 - BILAN TECHNIQUE		41
ANNEXE 4 - BILAN FINANCIER FINAL		42
ANNEXE 5 - COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION		43
ANNEXE 6 – DECLARATION FINANCEMENTS EUROPEENS		44

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Au sein de la stratégie nationale d'accélération « solutions pour la ville et le bâtiment innovants » de France 2030 visant l'innovation et la transition des espaces urbanisés, de toute nature et de toute taille,

Le présent programme vise la création d'un réseau national de démonstrateurs de la ville durable, à l'échelle d'îlots ou de quartiers, illustrant la diversité des enjeux de développement durable des espaces urbains français : métropole, péri-urbain, ville moyenne, petite ville, quartiers prioritaires de la politique de la ville notamment en renouvellement urbain, outremer.

Pour les projets visant des quartiers prioritaires de la politique de la ville du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), l'ANRU accompagnera la maturation des démonstrateurs pendant la phase incubation.

Ce programme s'organise en deux phases :

- La première phase d'incubation des projets permettant aux porteurs de projet, à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) et ce durant une période pouvant durer au maximum 36 mois, d'être accompagnés pour l'incubation ou la maturation de leur projet afin de traduire leur stratégie d'innovation et d'excellence environnementale et sociale en actions opérationnelles, avec un programme et un bilan prévisionnel d'opérations consolidés.
- La deuxième phase d'engagement définitif des projets – dite phase de réalisation – où, lorsque les porteurs de projets pourront justifier des conditions énumérées dans le cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt, ils pourront proposer leur projet au comité d'engagement, décisionnaire pour entériner définitivement le soutien de France 2030 à la réalisation du projet de démonstrateur de la ville durable.

Ce programme mobilisera jusqu'à 10 millions d'euros de subvention (incubation comprise) par démonstrateur pour une période de 10 ans. Cette présente convention porte exclusivement sur la première phase d'incubation.

Le Porteur de projet a sollicité, en son nom et au nom de ses partenaires, (ci-après les « **Partenaires** ») un financement dans le cadre de la première phase précédemment décrite, soit l'AMI.

En réponse à cette demande, l'État a décidé d'accorder une subvention (ci-après la **Subvention**) au Porteur de projet pour financer la phase d'accompagnement en ingénierie du projet global (ci-après la « **Phase d'incubation** ») organisée en plusieurs actions (ci-après la ou les « **Action(s)** ») et décrite à l'article 2 de la présente convention.

Définition des termes

Action(s) : sous-partie du projet disposant d'un objectif propre.

ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. Elle sera plus particulièrement chargée d'accompagner la concrétisation des démonstrateurs urbains issus des secteurs soutenus par le NPNRU via la mise à disposition d'ingénierie et assurera la bonne coordination avec le NPNRU.

Comité d'engagement : désigne l'instance de validation du financement des Actions durant la phase de réalisation.

Accord de Consortium : accord qui formalise la gouvernance et le portage juridique du projet. L'accord détaille les mandats donnés par les Partenaires au Porteur de projet et tous les autres éléments régissant leurs relations. L'accord de consortium devra être établi au plus tard à la présentation des actions devant le comité d'engagement.

Opérateur : la Caisse des Dépôts est l'opérateur de l'Etat du dispositif France 2030 Démonstrateurs de la Ville Durable au titre de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi.

Partenaire : personne morale concourant à la réalisation d'une Action ou de la totalité du Projet.

Phase d'incubation : phase d'accompagnement en ingénierie du projet d'une période maximale de 36 mois. Elle débute à la signature de la présente convention et court sur la durée indiquée dans la présente convention.

Phase de réalisation : phase de mise en œuvre opérationnelle du projet de démonstrateur de la ville durable.

Projet : ensemble des actions regroupant la phase d'incubation ainsi que la phase de réalisation concourant à l'élaboration et la réalisation du démonstrateur de la ville durable.

Porteur de projet : personne morale qui a déposé le dossier de candidature et représentant les différents Partenaires concourant au projet de démonstrateur. En tant que signataire de la Convention, le Porteur de projet perçoit la subvention versée en phase d'incubation. Il est responsable de l'utilisation de cette subvention pour financer les actions énoncées dans la présente convention dans le respect de la législation et de toute autre réglementation susceptible de s'appliquer. Il sera éventuellement chargé du reversement de la subvention aux partenaires et en assumera la responsabilité.

Subvention : pour la présente convention, montant de l'aide allouée à la phase d'incubation du projet au titre de France 2030.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention incluant ses annexes et son préambule (ci-après la « **Convention** ») a pour objet :

- de définir les conditions de versement de la Subvention, qui intervient pour le financement du Projet décomposé en plusieurs Actions, qui sera versée par l'Opérateur au Porteur de projet aux fins de la réalisation de la Phase d'incubation (telle que décrite ci-après) ;
- d'organiser les modalités de suivi de la Phase d'incubation par l'Opérateur ;
- et de définir les engagements et obligations des Parties, dans le cadre du soutien de l'action de France 2030 à la Phase d'incubation tel que décidé par le Premier ministre, et les modalités de mise en œuvre du financement par le Porteur de projet.

ARTICLE 2 – OBJET, MODALITES, CALENDRIER DE REALISATION ET COUTS DE LA PHASE D'INCUBATION

2.1 Objet

La Subvention intervient pour le financement relatif à l'ingénierie du projet pendant sa phase d'incubation. Les résultats intermédiaires et finaux des études et/ou des contrats de recherche ainsi financés concourent à l'engagement définitif des Actions en phase de réalisation, après l'avis favorable du comité décisionnaire.

Le Projet dans sa globalité consiste à procéder à la transformation de 44 hectares de l'interface ville-port située entre le stade Félix Mayol et l'ancien Môle des Torpilles de Pipady, de manière à proposer un aménagement ambitieux, support d'une nouvelle dynamique à l'échelle du territoire métropolitain. Il s'agit de proposer un littoral repensé, siège d'une nouvelle biodiversité, adapté à la montée des eaux inéluctable qui puise ses ressources sur son propre site. La Métropole souhaite aménager des espaces vertueux qui vont renforcer l'attractivité du territoire sans impacter la santé et le bien-être des habitants.

L'opération « de Mayol à Pipady » positionne la ville de Toulon comme un nouveau site pilote ambitionnant une répliquabilité de solutions innovantes déployées à l'échelle de la Métropole et de l'arc méditerranéen. L'étendue du projet permet à la collectivité de proposer une vision d'ensemble cohérente d'un territoire qui doit inévitablement répondre aux nouvelles contraintes environnementales.

Le projet « de Mayol à Pipady » propose la transformation d'une friche industrielle donnant sur la mer en un nouveau quartier innovant exemplaire. Un site aujourd'hui entièrement minéralisé qui mute en un poumon vert orienté sur la mer. Le projet ambitionne des réponses vertueuses aux problématiques communes à tous les sites en contact direct avec la méditerranée :

1. Des solutions répliquables pour une énergie durable mutualisable,
2. Des solutions répliquables pour faire face au changement climatique et notamment à la submersibilité.

Ce site pilote constituera un exemple pour l'ensemble des territoires situés en bord de mer, il permettra de démontrer l'évolution favorable d'un territoire à travers des actions concrètes.

Ce projet, qui constitue une démarche vertueuse pour l'environnement, pour anticiper les répercussions environnementales de l'augmentation des activités humaines, sera poursuivi par la réalisation de divers équipements structurants, qui feront vivre ce nouveau quartier emblématique pour la Rade de Toulon.

2.2 Phase d'incubation

La Métropole a déterminé 5 grands axes d'innovations en phase d'incubation :

1. **Améliorer la qualité de vie sur un territoire en bord de Rade en intégrant les enjeux écologiques (biodiversité, réchauffement climatique, économie des ressources)** Cet axe est déterminant pour la transformation des 44 hectares de la Métropole. A travers la renaturation d'espaces aujourd'hui minéralisés, les études porteront plus précisément sur 4 actions innovantes. Il sera notamment étudié la posture d'un site en bord de rade face à la montée des eaux, le recyclage et la valorisation des eaux grises aujourd'hui problématique, la composition du sol par rapport à la salinité des eaux.
2. **Optimiser la production et l'utilisation de l'énergie** : Le site va accueillir plusieurs systèmes de production d'énergie. L'innovation consistera à établir un modèle juridique innovant permettant une gestion mutualisée de l'énergie portée à la fois par des opérateurs privés et publics. Il s'agira également de proposer un modèle répliquable de thalasso-thermie innovante optimisée.
3. **Favoriser les mobilités respectueuses de l'environnement** : Le positionnement de futurs pôles structurants sur un territoire en bord de mer impose une réflexion innovante sur la mobilité. La Métropole souhaite promouvoir les transports innovants et renforcer les mobilités douces. La création de pôles d'échanges multimodaux connectés à une future station maritime sera notamment étudiée. L'ambition de la Métropole étant de développer un modèle de mobilité pertinent répliquable sur des Métropoles situées en bord de mer.
4. **Favoriser le bas carbone et économiser les ressources** : Cette thématique s'appuie à la fois sur les existants et le futur projet. Au niveau des constructions et aménagements existants, il s'agira de mettre en place une solution innovante de valorisation et de réemploi des produits des déconstructions et démolitions. Pour les futurs aménagements et constructions, il s'agira d'innover en recourant à des matériaux et méthodologies exemplaires tels que béton bas carbone, promotion de matériaux à fort albédo...
5. **Coordonner l'innovation** : De nombreux acteurs privé / public interviennent sur l'opération « de Mayol à Pipady ». Afin de garantir les ambitions d'innovation de la Métropole, la coordination et la gouvernance sont essentiels à la réussite de ce projet.

Par ailleurs, l'opération « de Mayol à Pipady » ambitionne également de :

- Mettre en valeur l'identité forte du site, de son histoire et de son architecture, renforcer le projet de la rade, en créant des espaces conviviaux pour rompre avec l'image « routière » et « minérale » de l'axe reliant le centre historique au Mourillon, avec une réflexion globale sur « l'embellissement »,
- Renforcer l'attractivité de la rade de Toulon et améliorer le cadre de vie en mettant en valeur les espaces publics qui auront une forte dominante végétale, services et commerces, ainsi qu'en valorisant le patrimoine,
- Réorganiser l'espace public par un traitement qualitatif et porteur de convivialité,
- Renforcer les activités commerciales, de loisir et d'hôtellerie,

- Intégrer les activités régulières ou ponctuelles de type festival culture, activités sportives,
- Améliorer le paysage urbain, en revalorisant les espaces et architectures non qualitatives.

Les caractéristiques techniques et financières de la Phase d'incubation sont détaillées dans l'Annexe 1 de la Convention

2.2.1 Etudes directement lancées par le Porteur de projet

Les études financées seront relatives à :

Axe d'innovation	#Etude	Etude financée	Maître d'ouvrage	Montant total prévisionnel (€)
Améliorer la qualité de vie sur un territoire en bord de Rade en intégrant les enjeux écologiques : biodiversité, réchauffement climatique, économie des ressources	A1.1	Etudes pour permettre la renaturation répliquable des sites artificialisés de la Rade de Toulon comprenant les terrains aujourd'hui minéralisés dont la friche de l'ex-DGA et les ouvrages maritimes	Métropole TPM	317 768 €
	A1.2	Etudes pour limiter le réchauffement d'un territoire urbain situé en bord de Rade et le suivi de son efficacité	Métropole TPM	229 102 €
	A1.3	Mise en place d'outils pour évaluer et améliorer la qualité de l'air et la santé	Métropole TPM	20 000 €
	A1.4	Etudes pour la prise en compte de la submersibilité sur la Rade de Toulon et favoriser la récupération et valorisation des eaux	Métropole TPM	208 436 €
Optimiser la production et l'utilisation de l'énergie	A2.1	Etudes pour mutualiser la production et l'utilisation de l'énergie sur un territoire en bord de Rade	Métropole TPM	16 928 €
Favoriser les mobilités respectueuses de l'environnement	A3.1	Etudes sur la promotion du transport innovant et renforcement des mobilités douces et optimisation des flux de circulation	Métropole TPM	163 037 €

Favoriser le bas carbone et économiser les ressources	A4.1	Etudes de cadrage pour l'utilisation de matériaux exemplaires et un réemploi des produits de la déconstruction à l'échelle locale	Métropole TPM	18 770 €
Coordonner l'innovation	A5.1	Coordonner les acteurs privés / public pour la cohérence d'un territoire innovant	Métropole TPM	30 000 €

2.2.2 Etudes lancées par l'Opérateur via son accord-cadre

Durant la Phase d'incubation, l'Opérateur met à disposition des Porteurs du projet, un accord-cadre de prestations techniques, juridiques et économiques permettant de faciliter leurs démarches et recours en termes d'ingénierie.

Pour les lauréats déployant leurs démonstrateurs dans des quartiers du NPNRU, l'ANRU pourra notamment mobiliser son accord-cadre d'assistance et d'expertise relatif à l'innovation et la montée en performance des projets dans un contexte spécifique de renouvellement urbain.

Les prestations sont contractées et contrôlées par l'Opérateur [ou l'ANRU] au bénéfice du Porteur de projet donneur d'ordre.

Le montant des prestations réalisées via les accords-cadres des opérateurs est décompté de l'enveloppe de subvention accordé au Porteur de projet en Phase incubation.

Axe d'innovation	#Etude	Etude financée	Maître d'ouvrage	Montant total prévisionnel (€)
Favoriser les mobilités respectueuses de l'environnement	B3.1	Etudes de programmation pour une station maritime exemplaire	Banque des Territoires	30 000 €
Favoriser le bas carbone et économiser les ressources	B4.1	Etudes sur la valorisation et le réemploi à l'échelle locale à travers l'identification et le fléchage de la valorisation des matériaux	Banque des Territoires	15 600 €

2.2.3 Frais de personnel pour le pilotage de projet

Les dépenses de personnel sont éligibles, notamment pour le financement d'un chef de projet, dans la limite de 25% de la subvention accordée durant la phase d'incubation.

Ces dépenses doivent concourir au pilotage du projet. Les dépenses de personnels imputées sur le budget de l'Etat, des collectivités territoriales, ou des établissements publics pour

lesquels un financement France 2030 est demandé doivent constituer une charge supplémentaire sur leur budget, engendré par la phase incubation du projet.

#dépense	Intitulé / Poste	Employeur	Début	Fin

2.2.4. Frais généraux

Les frais généraux concernent des frais administratifs imputables au projet ainsi que des frais de déplacements et d'équipements. Ils sont supportés pour un montant forfaitaire de 5000 euros par démonstrateur pour l'ensemble de la phase d'incubation.

2.3. Partenaires

Les Partenaires intervenant dans la réalisation de la Phase d'incubation sont les suivants :

La Métropole aura comme partenaire principal le cabinet d'architecture L35 comportant des compétences en environnement, ingénierie, mobilité, économie, juridique et programmation.

Le cabinet L35 travaillera étroitement avec ses bureaux d'études :

- AM ENVIRONNEMENT : Agence d'Urbanisme, Paysage et Mobilité. Regroupe une équipe d'urbanistes, architectes, ingénieurs, paysagistes et spécialistes du développement durable.
- SUEZ CONSULTING : Ingénierie maritime, VRD, environnement, énergie. Expertise d'aménagement durable des territoires. Intervention sur les infrastructures hydrauliques, la gestion et la valorisation des déchets, l'aménagement urbain, la mobilité et les énergies renouvelables.
- TRANSMOBILITES : Bureau d'Études spécialisé en ingénierie du trafic et des déplacements.
- AE75 ALLIANCE : Économie du projet
- AdDEN MEDITERRANEE : Juridique. Cabinet d'avocats spécialisés en droit public et en droit de l'environnement.
- PALABREO : Ingénierie de concertation.
- A ET CERTERA : Programmation espace public et urbanisme transitoire.
- LES ECLAIREURS : Éclairagiste.

La Métropole sera également accompagnée sur 2 thématiques avec des compétences de la Banque des Territoires à travers leurs accords-cadres.

Le porteur et ses partenaires s'engagent mutuellement dans la phase incubation dans le cadre du marché contracté entre les 2 parties suivant des missions précisément identifiées.

Le Porteur de projet et le/les Partenaire(s) susvisé(s) auront formalisé un accord de Consortium au plus tard à la présentation des Actions en Comité d'engagement.

L'Accord de Consortium comporte les mandats donnés par les Partenaires au Porteur de projet et tous les autres éléments régissant leurs relations.

2.4 Modalités et calendrier de réalisation

La Phase d'incubation sera réalisée entre octobre 2022 et octobre 2025 soit une durée de 36 mois.

Le détail du calendrier prévisionnel de réalisation de la Phase d'incubation figure en annexe 1.

2.5 Coût total de la Phase d'incubation

Le coût total de la Phase d'incubation est estimé à un million cinquante-quatre mille six cent quarante et un euros (1 054 641 € HT).

Une annexe technique détaillant la répartition du coût de la Phase d'incubation par étude, figure en annexe.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION

Sous réserve du respect des engagements du Porteur de projet au titre de la Convention, l'Opérateur s'engage à participer au financement de la Phase d'incubation, par le versement de la Subvention, conformément aux termes du présent article et conformément à la décision Premier ministre du 22 avril 2022.

3.1 Dépenses éligibles à la Subvention

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre de la Phase d'incubation sont définies au sein de l'annexe 2 du cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt ainsi que dans l'annexe 2 de la présente convention (ci-après les « **Dépenses Éligibles** »).

La Subvention est strictement réservée à la réalisation de la Phase d'incubation et plus précisément au paiement des Dépenses Éligibles. Elle constitue un financement exceptionnel qui s'ajoute aux moyens mobilisés par le Porteur de projet et les Partenaires rassemblés pour mettre en œuvre cette Phase d'incubation.

Ainsi l'assiette des coûts présentés au titre des Dépenses Éligibles ne peut concerner que des coûts directement liés à la Phase d'incubation. Seules les Dépenses Éligibles engagées depuis la date de dépôt du dossier de candidature du Projet, soit le 5 novembre 2021, peuvent être acceptées par l'Opérateur.

Le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pas pu être justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement de Dépenses Éligibles fera l'objet d'un reversement à l'Opérateur sur simple demande de ce dernier.

3.2 Encadrement de la Subvention

3.2.1 Montant de la Subvention

La Subvention sera versée par l'Opérateur selon les modalités prévues à l'article 3.3.

Le montant total de la Subvention est plafonné à cinq cent mille euros hors taxes (500 000 €), en application de la décision du Premier ministre en date du 22 avril 2022 et du Comité de Pilotage Ministériel du 22 septembre 2022.

La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 107, 108, et 109 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors que les subventions sont qualifiables d'aides d'Etat et sous réserve de dispositions spécifiques applicables dans certains territoires ultra-marins.

Dans ce cas, le versement de la Subvention intervient uniquement pour le financement d'études d'ingénierie en application du Règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relatifs aux aides d'Etat ou le Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE.

Par ailleurs, la Subvention participe au plan « France relance » de 100 Md€ pour la période 2021-2022 qui a vocation à être financé à hauteur de 40 % par l'Union européenne. En vertu de l'article 9 du Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience, il est précisé que la Subvention est conditionnée par l'interdiction de bénéficier d'un autre soutien au titre d'autres programmes et instruments de l'Union couvrant les mêmes coûts.

Le Porteur de projet devra déclarer à l'Opérateur via le tableau disponible en annexe 6, en amont et à l'issue de la Phase d'incubation, tout autre soutien perçu au titre d'autres programmes et instruments de l'Union couvrant ou étant susceptibles de couvrir les mêmes coûts.

Les taux d'aide prévus par les régimes correspondent aux taux de subventionnement des dépenses éligibles définies en annexe 2.

Il est rappelé que le financement France 2030 ne peut excéder 50% du coût total des dépenses éligibles pour la Phase d'incubation.

3.2.2 Cofinancement

Le financement de la Phase d'incubation par l'Opérateur s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le Porteur de projet et ses Partenaires. A ce titre, le solde du financement nécessaire à la Phase d'incubation doit être directement pris en charge par le Porteur de projet et ses Partenaires. Le Porteur de projet est responsable de l'obtention des financements complémentaires dans le respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat.

L'ensemble des co-financements de la Phase d'incubation est indiqué dans l'annexe 2 dédiée.

3.3 Modalités de versement de la Subvention

3.3.1 Répartition entre recours à l'ingénierie via l'Opérateur et versement au Porteur de projet

Le montant total de la Subvention, plafonné à cinq cent mille euros hors taxes (500 000 € HT), en application de la décision du Premier ministre en date du 22 avril 2022 et du Comité de Pilotage Ministériel du 22 septembre 2022 réparti comme suit :

- Quarante-cinq mille et six cents euros (45 600€) correspondant au montant prévisionnel de la Subvention qui sera réservé au financement des études lancées via les accords-cadres de l'Opérateur ;
- Quatre cent cinquante-quatre mille et quatre cents euros (454 400€) correspondant au montant maximal de la Subvention qui sera directement versé au Porteur de projet.

A noter le montant des études sollicitées via les accords-cadres des opérateurs ne peut excéder le seuil de 50% des dépenses éligibles et ne fait pas l'objet d'un versement direct au Porteur de projet.

3.3.2 Calendrier des versements

Sous réserve du respect des engagements du Porteur de projet au titre de la Convention, la Subvention – pour la partie directement versée au Porteur de projet – fera l'objet de versements dans les conditions suivantes :

- un premier versement, à la signature de la Convention, pouvant aller jusqu'à 70% du montant de la Subvention versé directement au Porteur de projet (hors accord-cadre) soit 318 080 € maximum;
- un second versement pour le solde du montant de la Subvention, au moins égal à 30% du montant de la Subvention, à l'achèvement de la Phase d'incubation, sous réserve que le montant définitif des Dépenses éligibles soit justifié au moment de la demande de versement. Le solde tiendra compte des études exécutées via les accords-cadres opérateurs, conformément aux montants prévus à l'article 3.3.1.

Chacun de ces deux versements est conditionné à la présentation par le Porteur de projet à l'Opérateur de l'ensemble des documents justificatifs listés à l'article 3.3.3.

Le montant prévu au 3.2.1 constitue un maximum. Ainsi, le montant de la Subvention ne pourra pas être revu à la hausse lors du versement du solde.

Si le coût définitif de la Phase d'incubation est inférieur au coût de la Phase d'incubation précisé à l'article 2.5, la différence est imputée sur le solde. En tout état de cause, le versement du solde ne pourra excéder 50% du coût définitif de la phase d'incubation.

Si le coût définitif de la Phase d'incubation est inférieur à ce qui a été versé lors du premier versement, le Bénéficiaire devra procéder au remboursement de la différence.

3.3.3 Demandes de versement

Le Porteur de projet notifiera ses demandes de versement de la Subvention en adressant un courriel à l'Opérateur à l'adresse suivante : france2030.dvd@caissedesdepots.fr

Aux demandes de versement devront impérativement être jointes les pièces justificatives listées ci-dessous. Une demande de versement de la Subvention ne sera réputée reçue qu'à la condition d'être complète.

La Subvention sera versée au Porteur du projet dans les conditions suivantes :

Pour la première demande de versement, le Porteur de projet devra transmettre à l'Opérateur :

- la Convention signée par les Parties ;
- son RIB ;
- si nécessaire son KBIS ou SIREN de moins de trois mois ;
- la lettre de demande de versement de la Subvention, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;

Pour la demande de versement du solde de la Subvention, le Porteur de projet devra transmettre :

- son RIB (en cas de changement depuis la première demande de versement) ;
- si nécessaire son KBIS ou SIREN de moins de trois mois ;
- le bilan technique final présentant l'ensemble des actions menées dans le cadre de la Phase d'incubation, à partir du modèle fourni dans l'annexe 3 ;
- le bilan financier final, détaillant l'ensemble des dépenses réalisées pour la Phase d'incubation par tous les Partenaires, à partir du modèle fourni dans l'annexe 4, Le Porteur de projet est responsable de la bonne conservation des justificatifs de dépenses (factures, déclarations du temps et des ETP consacrés à la réalisation des études) qui pourront éventuellement être demandés par l'Opérateur ;
- la lettre de demande de versement de la Subvention, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5.

Si la demande est incomplète (i.e. certaines pièces n'ont pas été transmises), l'Opérateur le notifiera au Porteur de projet dans un délai de huit jours ouvrés à compter de sa date de réception par courriel.

La demande complète de versement du solde doit parvenir à l'Opérateur dans un délai maximum de 6 mois après la fin de période d'incubation d'une durée maximale de 36 mois. A défaut, l'Opérateur sera libéré de toute obligation de versement de la Subvention, sans préjudice des dispositions de l'article 8.1.

3.3.4 Réalisation des versements

Tous les paiements sont versés par l'Opérateur au Porteur de projet dans un délai moyen de quinze jours ouvrés.

3.3.5 Suspension des versements

L'Opérateur peut être amené à suspendre les versements en cas de manquements tels que définis à l'article 8 ci-après.

Le versement de la Subvention peut reprendre après autorisation du Comité de Pilotage Ministériel.

3.4 Non-assujettissement de la Subvention à la TVA

La Subvention qui ne représente pas la contrepartie d'une prestation de service ou la livraison d'un bien et qui ne constitue pas le complément du prix d'une telle opération ne sera pas imposable à la TVA (BOI-TVA-10-10-10 §320 du 15 novembre 2012).

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

4.1 Engagement du Porteur de projet pour son compte et pour celui des Partenaires

Le Porteur de projet s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires. Le Porteur de projet est le seul interlocuteur de l'Opérateur et il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, et de la coordination de la Phase d'incubation.

4.2 Collaboration de bonne foi

Le Porteur de projet et l'Opérateur s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation de la Phase d'incubation, conformément aux termes de la Convention.

Le Porteur de projet s'engage à transmettre à l'Opérateur dans un délai de dix jours ouvrés toute information relative à la modification de la Phase d'incubation.

Les Parties se rapprocheront alors pour déterminer la suite à donner à la Convention.

4.3 Réalisation de la Phase d'incubation

Dans les délais prévus à l'article 2.4, le Porteur de projet s'engage à réaliser la Phase d'incubation sélectionnée par le Premier Ministre sur avis des instances de décision prévues à l'art 2.4 de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi.

Le Porteur de projet s'engage à se conformer aux obligations qui lui incombent au titre :

- De la présente Convention ;
- Des règles européennes en matière d'aides d'État notamment celles visées à l'article 3.2.1 ;
- De la réglementation en matière de commande publique ;
- De toute autre réglementation susceptible de s'appliquer à la Phase d'incubation en vertu tant de son objet que du statut des Partenaires.

4.4 Obligation d'information et de suivi

Le Porteur de projet prend acte des termes de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi et s'engage en conséquence à collaborer avec l'Opérateur afin de permettre à ce dernier de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du programme des investissements d'avenir. Le Porteur de projet prend le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre du programme « Démonstrateurs de la ville durable ».

A ce titre le Porteur de projet s'engage :

- (a) A communiquer à première demande et dans un délai raisonnable toute information ou document que l'Opérateur pourrait solliciter dans ce cadre ;
- (b) A communiquer toute modification relative aux Actions constitutives du Projet (changement de bénéficiaire d'une Action, modification du plan de financement d'une Action, annulation d'une Action)
- (c) À participer aux revues de projets périodiques visées par le comité de suivi à l'article 4.7 de la présente convention et à répondre aux éventuelles réserves et recommandations qui en découlent ;

- (d) À participer aux événements organisés avec l'Opérateur, le SGPI, les comités décisionnaires en place, pour faire les bilans de l'avancée de la Phase d'incubation.
- (e) A informer l'Opérateur par écrit dès qu'il en a connaissance et à proposer un plan d'action destiné à y remédier le cas échéant :
 - (i) De tout événement pouvant affecter le bon déroulement de la Phase d'incubation ou la bonne exécution de la Convention ;
 - (ii) De toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;
 - (iii) De tout changement de sa forme juridique préalablement à la réalisation dudit changement ;
 - (iv) De toute difficulté liée à la situation juridique ou financière d'un des Partenaires susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;
 - (v) De tout changement de la forme juridique d'un des Partenaires préalablement à la réalisation dudit changement ;

4.5 Obligations comptables liées à la Subvention

Le Porteur de projet assume sous sa responsabilité la gestion de la Subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes et les conserve pendant toute la durée de la Convention et pendant une durée de dix ans à compter du terme de la Convention.

Le Porteur de projet s'engage à pouvoir présenter à l'Opérateur sur simple demande, tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des coûts liés à la réalisation de la Phase d'incubation, ainsi qu'une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la Subvention.

4.6 Objectifs et évaluation

Le Porteur de projet prend acte des objectifs fixés à l'Opérateur en application de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi et s'engage pour ce qui concerne les Partenaires et lui-même sur les objectifs figurant en annexe 1.

Le Porteur de projet accepte en outre expressément que la réalisation de la Phase d'incubation puisse donner lieu à un contrôle et à une évaluation par l'Opérateur ou par tout organisme de contrôle désigné par lui ou autorisé aux termes de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi.

Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations de la Phase d'incubation et à collaborer avec l'Opérateur, ou toute personne ou organisme désigné par elle, pour les besoins de ces évaluations.

Le Porteur de projet s'engage également à fournir, une fois la Phase d'incubation réalisée, tous justificatifs et informations utiles au suivi de l'utilisation de la Subvention, et le cas échéant, toutes informations demandées par l'Opérateur afin de répondre aux exigences des autorités nationales ou européennes.

4.7 Comité de suivi

Un comité de suivi du Projet sera réuni à fréquence semestrielle, sous la responsabilité du Porteur de Projet.

Il visera notamment à préparer la revue finale d'exécution de la Phase d'incubation (bilan technique et financier) du Projet à présenter à l'Opérateur.

Le comité de suivi est constitué :

- Du Porteur de projet, représentant l'ensemble des partenaires impliqués dans le Projet ;
- De l'aménageur si désigné [ou] des collectivités locales si l'aménageur est le Porteur de projet ;
- D'un ou plusieurs représentant(s) de l'Opérateur ;
- D'un ou plusieurs représentants des services déconcentrés de l'Etat ;
- Toute autre personne que le Porteur de projet et l'Opérateur estiment nécessaire d'être conviée.

Le comité de suivi permettra :

- De s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention ;
- De faire un point d'avancement sur la Phase d'incubation ;
- De présenter toute modification sur les Actions (changement de bénéficiaire, modification du plan de financement, annulation ou modification d'une Action) ;
- De faire un état des lieux des dépenses engagées et des décaissements France 2030 relatifs à la Phase d'incubation et d'identifier, le cas échéant, les arbitrages qui pourraient être nécessaires pour mener à bien le Projet ;
- De faire état des engagements pris entre, l'Opérateur, et les Partenaires ;
- De préparer la présentation du projet devant le Comité d'engagement entérinant le soutien du programme en phase réalisation.

4.8 Responsabilité

Dans le cadre de la Convention, le Porteur de projet est seul responsable de l'exécution de la Phase d'incubation et de l'ensemble des opérations y afférentes, à l'exception des études mentionnées à l'article 2.2.2 où c'est l'Opérateur qui est en relation avec les prestataires, y compris toute déclaration obtention d'autorisation légale ou réglementaire relative à la protection des données à caractère personnel. Le Porteur de projet s'engage à ce que la Phase d'incubation ait été conçue dans le respect de la réglementation lui étant applicable, compte tenu, notamment, du statut des Partenaires ou de la nature de phase d'incubation.

L'Opérateur ne peut être tenu pour responsable de tout acte, manquement contractuel ou infraction commis à raison de la réalisation de la Phase d'incubation par le Porteur de projet à l'exception des études mentionnées à l'article 2.2.2, l'Opérateur étant ici en relation avec les prestataires. Sauf absence injustifiée de versement du Financement, le Porteur de projet garantit l'Opérateur, contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, y compris les autres Partenaires, entité en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, à raison de la réalisation de la Phase d'incubation et des conséquences pécuniaires afférentes à une telle demande ou un tel recours.

En particulier, l'Opérateur n'intervient en rien dans les rapports que le Porteur de projet entretient avec les entités en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, ses Partenaires, ses contractants et sous-traitants éventuels et sa responsabilité ne saurait être engagée à ce titre à l'exception des études mentionnées à l'article 2.2.2, l'Opérateur étant ici en relation avec les prestataires.

Le Porteur de projet s'engage à souscrire, si besoin est, et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, à ses propres frais, les polices d'assurance nécessaires afin de couvrir, pour un montant suffisant, les risques et responsabilités lui incombant tant en vertu du droit commun que de ses engagements découlant de la présente Convention. A cet égard, le Porteur de projet fournira copie à l'Opérateur son attestation de responsabilité civile.

4.9 Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) et lutte contre la corruption (LAC)

a) Le Porteur de projet, les Partenaires, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et agents ou employés respectifs n'ont commis d'actes susceptibles d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte contre la corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente. En outre, le Porteur de projet a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

Dans le présent paragraphe, la Réglementations relatives à la LCB-FT signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Dans le présent paragraphe, les normes en matière de lutte contre la corruption signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

b) Le Porteur de projet s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou une partie du produit de la subvention pour apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai la CDC, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes mentionnées au point a).

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, la CDC a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée du Porteur de projet et de son/ses bénéficiaire(s) effectif(s) le cas échéant et de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à 1 an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

A ce titre, pendant toute la durée de la convention, le Porteur de projet (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, la CDC met en œuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande à la CDC tout

document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

4.10 Sanctions internationales

Le Porteur de projet, les Partenaires, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Le Porteur de projet, les Partenaires s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit de la subvention (i) dans un *Pays Sanctionné* ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par le Bénéficiaire des *Réglementations Sanctions*.

Le Porteur de projet s'engage à informer sans délai la CDC de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

Dans le présent paragraphe, *Réglementation Sanctions* signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables. *Pays Sanctionné* signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales ou sectorielles relatives aux exportations, importations, financements ou investissements. »

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE

Le Porteur de projet s'engage à maintenir les stipulations de la Convention ainsi que les documents, données, informations qui seront échangés, notamment concernant les modalités organisationnelles et financières prévues par la Convention et concernant l'Opérateur strictement confidentielles et reconnaît qu'elles ne doivent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers, sauf accord exprès de l'Opérateur. Dans le cas où la réalisation de la Convention nécessiterait la divulgation d'informations confidentielles par le Porteur de projet à un tiers (partenaire ou sous-traitant), il devra obtenir l'accord écrit et préalable de l'Opérateur et devra obtenir de ce tiers un engagement de confidentialité dans des termes équivalents à ceux du présent article.

Le Porteur de projet s'engage :

- À faire respecter par son personnel et Partenaires les règles de confidentialité sus-énoncées ;
- À ce que les informations confidentielles qui sont communiquées dans le cadre de la présente Convention, ne soient en aucun cas, divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ;
- À n'utiliser les informations confidentielles qu'aux seules fins de l'exécution de la présente Convention ;

- À ne pas publier ni divulguer les informations confidentielles à des tiers, sauf avec l'accord préalable et écrit de l'Opérateur, ou sur injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle, ou si cette divulgation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence d'un droit en vertu de la Convention (toutefois, il pourra communiquer, sous la plus stricte confidentialité, la convention et les documents y afférents à son courtier d'assurance, à ses assureurs, conseils soumis au secret professionnel, commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle, et aux assemblées délibérantes concernées par l'objet de la présente Convention).

Ne sont pas considérées comme informations confidentielles, notamment les informations :

- Qui étaient connues par le Porteur de projet avant qu'elles ne lui soient divulguées, sous réserve, d'une part qu'il puisse justifier de façon valable en avoir eu connaissance préalablement et, d'autre part, qu'il n'était soumis à aucune obligation de confidentialité relativement à cette information avant sa communication et n'avait pas obtenu cette information de manière illégale ;
- Qui seraient dans le domaine public au moment de leur communication ou tomberaient dans le domaine public postérieurement à leur communication, sous réserve, dans ce dernier cas, que ce ne soit pas le résultat d'une violation des présentes par le Porteur de projet ;
- Qui seraient communiquées postérieurement à la signature des présentes par un tiers et reçues de bonne foi par le Porteur de projet ;

Le Porteur de projet prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de l'Opérateur en application de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

Dans ce cadre il est précisé que :

- L'Opérateur pourra notamment communiquer sur les objectifs généraux de la Phase d'incubation, ses enjeux et leurs réalisations ;
- L'Opérateur pourra rendre publiques les informations issues du bilan technique qui lui sera transmis chaque année par le Porteur de projet.

Il est entendu entre les Parties que l'Opérateur, met à disposition des commissions compétentes du Parlement l'ensemble des documents relatifs à France 2030.

Il est convenu entre les Parties que l'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations confidentielles divulguées en application de dispositions légales, réglementaires, ou de droit européen impératives ou en exécution d'une décision ou ordonnance de justice ou d'une autorité réglementaire compétente, à condition de tenir informée l'autre Partie de cette communication.

Cette obligation de confidentialité demeure valable pendant toute la durée d'exécution de la Convention et pendant une durée de deux ans à compter de la terminaison de cette Convention.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1 Communication

Dans tous les documents, (bilan technique et actions de communication écrites ou orales, dossier de presse, rubrique « partenaires » du site internet, rapport d'activité des Actions du Projet, etc.), le Porteur de projet s'engage à faire figurer les mentions relatives à la charte du de communication en vigueur transmise par l'Opérateur.

Le Porteur de projet s'oblige à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de l'Opérateur, dans un délai minimal de dix jours ouvrés avant sa divulgation au public, le contenu de toute communication écrite ou orale qu'il souhaite réaliser au sujet de la Convention.

Ce délai permet à l'Opérateur d'apporter une réponse au plus tard cinq jours ouvrés avant la divulgation au public. L'Opérateur peut, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander que la Subvention soit mentionnée.

A défaut de réception du contenu de communication au plus tard dix jours ouvrés en amont de la divulgation au public, l'Opérateur ne peut s'engager à faire un retour au Porteur de projet dans les délais impartis.

Le Porteur de projet s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'Opérateur et de l'Etat.

6.2 Propriété intellectuelle

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, l'Opérateur autorise le Porteur de projet à utiliser, dans le cadre de la Phase d'incubation :

- la marque française semi-figurative « **Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts** » n° 19/4.524.153;
- la marque française semi-figurative **France 2030**, constituant le logotype ;

A ce titre, la charte d'identité visuelle destinée aux bénéficiaires de France 2030 sera transmise par la CDC - Banque des Territoires au Porteur de projet.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'Etat par le Porteur de projet non prévue par le présent article est interdite.

Au terme de la convention, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'Etat, sauf accord exprès écrit contraire.

Le Porteur de projet ou ses Partenaires seront propriétaires ou copropriétaires, au regard des conventions qui seront passées entre eux, des œuvres, bases de données, signes distinctifs, inventions réalisés et exploités dans le cadre de la Phase d'incubation. Le Porteur de projet garantit d'acquiescer auprès des Partenaires et de tout tiers l'ensemble des droits notamment de propriété intellectuelle nécessaires à la mise en œuvre et la diffusion de la Phase d'incubation et de ses contenus.

Ainsi le Porteur de projet déclare faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations nécessaires à l'exploitation de la Phase d'incubation et s'acquiescer des rémunérations dues à ce titre aux auteurs et ayants droit de tous les contenus qui seront utilisés dans le cadre de la Phase d'incubation.

Et, d'une manière générale, le Porteur de projet déclare faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations de toute personne ayant participé à la conception des contenus qui seront utilisés dans le cadre de la Phase d'incubation, ou pouvant faire valoir un droit quelconque concernant l'exploitation de la Phase d'incubation.

Le Porteur de projet s'engage à définir avec ses Partenaires l'ensemble des informations relatives à la propriété des études ainsi que les droits d'usage et de communication.

6.3 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la Convention, le Porteur de projet est seul responsable de l'exécution de la Phase d'incubation, incluant toute déclaration et obtention d'autorisation légale ou réglementaire relative à la protection des données à caractère personnel.

Le Porteur de projet ainsi que ses Partenaires pourront être amenés à collecter et traiter des données à caractère personnel pour leur compte dans le cadre de la Phase d'incubation. En sa qualité de responsable de traitement de ces données, le Porteur de projet s'engage à respecter la réglementation et législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes. Le Bénéficiaire s'assure également du bon respect de ladite réglementation et législation par ses Partenaires.

ARTICLE 7 – DUREE

La Convention prend effet à compter de la date de la signature et reste en vigueur jusqu'au versement du solde de Subvention, soit octobre 2025 sous réserve des stipulations relatives à l'obligation de restitution de la Subvention figurant aux articles 4.4, 4.5, 4.6 et 5, qui restent en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquements par l'une des parties à ses engagements contractuels réciproques, la présente Convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

L'Opérateur est en droit de suspendre le versement d'une partie ou de la totalité de la Subvention ou/et résilier la Convention en cas de manquement (un « Manquement ») tel que qualifié ci-dessous :

- (i) Manquement par le Porteur de projet à l'une de ses obligations au titre de la Convention ;
- (ii) Cessation de la réalisation ou constatation notamment au vu des bilans transmis à l'opérateur de la non-réalisation de la Phase d'incubation ;
- (iii) Manquement par le Partenaire à l'une de ses obligations ayant un effet significatif défavorable sur la réalisation de la Phase d'incubation ;
- (iv) Toute modification du Consortium sans l'accord préalable de l'Opérateur qui serait susceptible d'avoir un effet significatif défavorable sur la réalisation de la Phase d'incubation ou l'exécution par le Porteur de projet ou les Partenaires de leurs engagements respectifs au titre de la Convention ;
- (v) Dissolution ou redressement ou liquidation judiciaire du Porteur de projet ou d'un des Partenaires ou modification de leur forme juridique.

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions.

L'Opérateur se réserve le droit de demander ;

- La restitution de l'intégralité de la Subvention, si la résiliation repose sur une des hypothèses prévues aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv) du présent article
- La restitution d'une partie de cette subvention au prorata de la durée d'affectation des biens conformément à la Convention, si la résiliation est fondée sur une autre hypothèse.

La part restituée de la subvention est calculée à partir d'éléments figurant dans le bilan financier ainsi que le bilan technique transmis par le Porteur de projet.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Porteur de projet devra remettre à l'Opérateur, dans les huit (8) jours ouvrés suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par l'Opérateur et/ou que le Porteur de projet détiendrait au titre de la Convention.

Le Porteur de projet disposera d'un délai de quarante jours ouvrés pour restituer la part de la Subvention ou l'intégralité de la Subvention demandée par l'Opérateur après mise en demeure.

La résiliation de la Convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes transmis sous trente jours ouvrés à l'Opérateur.

Tous les frais engagés par l'Opérateur pour recouvrer les sommes dues par le Porteur de projet sont à la charge de ce dernier.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Porteur de projet à l'Opérateur et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES

9.1 Notifications

Toute notification requise en vertu de la Convention à cette dernière pourra être effectuée par courriel.

La Convention est conclue *intuitu personae*. En conséquence, le Porteur de projet ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention.

L'Opérateur pourra quant à lui librement transférer les droits et obligations au titre de la Convention.

9.2 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.3 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

9.4 Modification de la Convention

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la présente Convention doit en faire la demande par écrit.

Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant daté, signé par les deux Parties, lequel fait partie intégrante de l'ensemble contractuel qu'il modifie. Conformément à l'article 7.4 de la Convention Etat-ADEME-ANR-CDC-Bpi, toute modification de la Convention sollicitée par le Porteur de projet est soumise à une évaluation préalable de la Phase d'incubation et de ses conditions de réalisation, diligentée par l'Opérateur. Les modifications mineures qui ne touchent pas à l'économie générale de la Phase d'incubation sont validées par l'Opérateur. Les modifications substantielles sont proposées par l'Opérateur pour validation par le comité stratégique et si nécessaire décision du Premier ministre.

En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire ayant une incidence sur l'exécution de la Convention, ces modifications s'appliqueront de plein droit aux Parties sans qu'il soit nécessaire de modifier la Convention. Le cas échéant, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour apporter les adaptations nécessaires à la Convention.

9.5 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

9.6 Juridiction

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la présente convention.

Sur cette base, les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution, l'interruption ou la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A cet effet, dès qu'une Partie identifie un différend avec l'autre Partie, il lui appartient de demander la convocation d'une réunion ad hoc, réunissant des interlocuteurs des deux Parties de niveau Direction concernée, afin de discuter du règlement de la question objet du différend. Cette convocation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette réunion se tient dans un délai maximum de trente jours ouvrés à compter de la réception de ladite lettre recommandée par la Partie destinataire.

Si dans ledit délai de trente jours ouvrés suivant la tenue de cette réunion ad hoc, aucune solution entérinée par un écrit signé des représentants des deux Parties n'est trouvée, ou si la réunion ad hoc n'a pas lieu dans le délai prévu au paragraphe précédent, le différend sera soumis aux tribunaux compétents.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

9.7 Documents contractuels

L'intégralité de l'accord conclu entre les Parties comprend les documents cités ci-dessous par ordre de valeur juridique décroissant. 1. La présente Convention 2. Ses annexes. En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessus, les articles de la Convention prévaudront sur les annexes.

Aucune modification de la Convention, quelle que soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles, conformément aux dispositions de l'article 9.4 de la présente Convention.

Fait en deux exemplaires,

À Toulon, le

Commenté [LB1]: A renseigner le jour de la signature

Pour la Caisse des Dépôts

Gabriel GIABICANI
Directeur du Département
de l'Innovation et des Opérations

Alexis ROUQUE
Directeur régional Provence-Alpes-Côte
d'Azur

-X-

Pour la Métropole de Toulon Provence
Méditerranée

Hubert FALCO
Président de la Métropole

ANNEXE 1 - PRESENTATION DU PROJET ET SA PHASE D'INCUBATION

1. Descriptif succinct de la phase incubation

Résumé d'une demi-page présentant les enjeux de la phase incubation, les objectifs principaux, l'intérêt des collaborations, le dispositif et sa mise en œuvre, les résultats attendus.

Durée prévisionnelle de la Phase d'incubation : 36 mois

Début prévisionnel : Octobre 2022


NB : la date de démarrage officielle (T0) est la date définie dans la présente Convention

Partenaires

Sigle	Nom	Catégorie*
L35	L35	Entreprise
	AM ENVIRONNEMENT	Entreprise
SAFEGE	SUEZ CONSULTING - SAFEGE	Entreprise
	TRANSMOBILITES	Entreprise
	AE75 ALLIANCE	Entreprise
	AdDEN MEDITERRANEE	Entreprise
	PALABREO	Entreprise

Commenté [LB2]: A renseigner = L35 puis autres partenaires

Commenté [LB3R2]: A compléter

	A ET CERTERA	Entreprise
les éclaireurs	LES ECLAIREURS	Entreprise

* Catégorie : Unité de recherche ou Université, Collectivité territoriale, Association, Entreprise, Autre acteur public, Autre acteur privé

Liste des études

Axe d'innovation	#Etude	Etude financée	Maître d'ouvrage
Améliorer la qualité de vie sur un territoire en bord de Rade en intégrant les enjeux écologiques : biodiversité, réchauffement climatique, économie des ressources	A1.1	Etudes pour permettre la renaturation répliquable des sites artificialisés de la Rade de Toulon comprenant les terrains aujourd'hui minéralisés dont la friche de l'ex-DGA et les ouvrages maritimes	Métropole TPM
	A1.2	Etudes pour limiter le réchauffement d'un territoire urbain situé en bord de Rade et le suivi de son efficacité	Métropole TPM
	A1.3	Mise en place d'outils pour évaluer et améliorer la qualité de l'air et la santé	Métropole TPM
	A1.4	Etudes pour la prise en compte de la submersibilité sur la Rade de Toulon et favoriser la récupération et valorisation des eaux	Métropole TPM

Optimiser la production et l'utilisation de l'énergie	A2.1	Etudes pour mutualiser la production et l'utilisation de l'énergie sur un territoire en bord de Rade	Métropole TPM
Favoriser les mobilités respectueuses de l'environnement	B3.1	Etudes de programmation pour une station maritime exemplaire	Banque des Territoires
	A3.1	Etudes sur la promotion du transport innovant et renforcement des mobilités douces et optimisation des flux de circulation	Métropole TPM
Favoriser le bas carbone et économiser les ressources	B4.1	Etudes sur la valorisation et le réemploi à l'échelle locale à travers l'identification et le fléchage de la valorisation des matériaux	Banque des Territoires
	A4.1	Etudes de cadrage pour l'utilisation de matériaux exemplaires et un réemploi des produits de la déconstruction à l'échelle locale	Métropole TPM
Coordonner l'innovation	A5.1	Coordonner les acteurs privés / public pour la cohérence d'un territoire innovant	Métropole TPM

Dépenses de personnel

#dépense	Intitulé / Poste	Employeur	Début	Fin

2. Détail par études/actions

Axe d'innovation 1 - Améliorer la qualité de vie sur un territoire en bord de Rade en intégrant les enjeux écologiques : biodiversité, réchauffement climatique, économie des ressources

Numéro	A1.1
Action financée	Etudes pour permettre la renaturation répliquable des sites artificialisés de la Rade de Toulon comprenant les terrains aujourd'hui minéralisés dont la friche de l'ex-DGA et les ouvrages maritimes
Description de l'étude	<p>Les études d'innovation sur la renaturation des sites en bord de rade porteront à la fois sur la composition du sol et sur le végétal :</p> <p>Les risques climatiques et risques sur les sols excavés (submersion, salinité des eaux de la nappe artificielle) seront analysés.</p> <p>Selon les configurations, seront définies des strates fonctionnelles : nappes artificielles, filtration (en lien avec le poste A4) et sol vivant. La remontée par capillarité y compris de l'eau saline sera étudiée. Les postures face à la submersion seront analysées : résilience ? topographie protectrice ?</p> <p>Des études portant plus spécifiquement sur le végétal devront être réalisées : identification des essences résilientes et évapo-transpirantes (avec les services écosystémiques associés, en lien également avec le poste A2), définition des strates intermédiaires (symbioses / compatibilité végétales), étude de résistance des végétaux / du sol au stress salin, évaluation des besoins en eau mensuels et confrontation à la ressource disponible</p> <p>Il sera élaboré un plan stratégique de renaturation comportant des fiches action depuis la phase de conception jusqu'à la phase de gestion</p> <p>Ainsi, plusieurs types d'études de conception seront à mener :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Etudes hydrologiques qui permettront de déterminer les contraintes et potentiels du site. Il sera notamment évalué les besoins en eau mensuels qui seront confrontés à la ressource disponible. 2. Faune et Flore : qui permettront d'exploiter la biodiversité ordinaire du site, et de déterminer le bon équilibre. Mais également, de proposer un choix d'essences à étudier et à adapter aux différentes strates : hautes, intermédiaires et basses en intégrant la résistance des végétaux par rapport au stress salin. Plusieurs études seront menées afin d'étudier l'impact de la renaturation sur la biodiversité floristique et faunistique avec une approche multicritères d'adaptabilité et de résilience des végétaux proposés. 3. Génie biologique ou végétal : qui permettront d'envisager différentes techniques utilisant les végétaux et leurs propriétés mécaniques et/ou biologiques, pour réhabiliter, fixer, dépolluer. Ces approches peuvent permettre le contrôle, la stabilisation et la gestion des sols ; mais également la restauration, la réhabilitation ou la renaturation de milieux dégradés en milieu aquatique ou terrestre, incluant une intégration paysagère des aménagements, ou encore l'épuration ou la dépollution des sols et des eaux (phytoremédiation ou phytotechnologie). 4. Biodiversité terrestre et marine : les études viseront à proposer des aménagements en faveur du développement la biodiversité et les fonctionnalités écologiques dans le but d'être un démonstrateur, d'informer et sensibiliser le grand public au travers d'un parcours de découverte des actions. Entre autres des ouvrages favorablement au

	<p>repeuplement (nurseries, protection contre l'affouillement...)</p> <p>5. Concertation et animation : Faire intervenir les habitants et les associations à cette expérimentation, en programmant, organisant et animant les futurs usages des sites. Cette démarche participative et pédagogique (concertations citoyennes, Co-conception avec les acteurs locaux et les services communaux, conférences d'experts, ...) permettra d'élaborer des aménagements appropriables par tous et donc d'en assurer leur pérennité.</p> <p>En conclusion, il s'agira de démontrer que sur une parcelle initialement entièrement artificialisée qu'il est possible de recréer un écosystème répliquable autosuffisant en symbiose avec l'homme.</p> <p>Missions L35 concernées : P1, P2, P3, P5, P7, P8, P11, P12</p> <p>PM : points 3, 7 et 8 des enjeux de la Procédure concurrentielle négociée et chapitre 5.1.2 innovation environnementale.</p>
Maître d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (190661 € - 60%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/01/2022
Date de fin prévisionnelle	01/02/2025
Montant total prévisionnel (€)	317768
Total financement FR2030 (€)	127107
Part de financement FR2030 (%)	40%

Numéro	A1.2
Action financée	Etudes pour limiter le réchauffement d'un territoire urbain situé en bord de Rade et le suivi de son efficacité
Description de l'étude	<p>Les études porteront sur toutes les actions permettant de limiter le réchauffement d'un territoire urbain situé en bord de Rade.</p> <p>Suivi des effets de la renaturation sur la maîtrise du réchauffement urbain.</p> <p>Choix des matériaux favorisant le confort d'été au niveau des espaces publics et des voiries : tels que choix des albedos, de la densité des matériaux...</p> <p>Mise en œuvre d'un bilan comparatif quantifié entre la friche existante et le confort apporté par les nouveaux aménagements ainsi que son influence thermique sur les avoisinants.</p> <p>Mise en place de capteurs et suivi des impacts et des performances de l'aménagement.</p> <p>Missions L35 concernées : P1, P2, P3, P5, P7, P8, P11, P12</p> <p>PM : points 3, 7 et 8 des enjeux de la Procédure concurrentielle négociée et chapitre 5.1.2 innovation environnementale.</p>
Maître d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (114551€ - 50%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/01/2022
Date de fin prévisionnelle	01/02/2025

Montant total prévisionnel (€)	229102
Total financement FR2030 (€)	114551
Part de financement FR2030 (%)	50%

Numéro	A1.3
Action financée	Mise en place d'outils pour évaluer et améliorer la qualité de l'air et la santé
Description de l'étude	<p>Ces études consisteront à partir d'une surveillance de l'air, à évaluer l'évolution et les bénéfices des nouveaux aménagements sur la qualité de l'air.</p> <p>Il pourra être étudié dans la période d'incubation la pertinence de recourir à des matériaux innovants tels que des dalles de revêtement de sol dépolluantes dans les espaces publics.</p> <p>La dépollution des sols sur terre et en mer sera une des actions d'amélioration de la qualité de l'air. Il s'agira d'étudier une méthode répliquable de transformation d'un site minéral au sol pollué sur terre et en mer pour le transformer en un site propre vertueux et répliquable.</p> <p>Pour ces études, une mise en concurrence est envisagée par la Métropole.</p>
Maître d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (10000 € - 50%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/01/2022
Date de fin prévisionnelle	01/02/2025
Montant total prévisionnel (€)	20000
Total financement FR2030 (€)	10000
Part de financement FR2030 (%)	50%

Numéro	A1.4
Action financée	Etudes pour la prise en compte de la submersibilité sur la Rade de Toulon et favoriser la récupération et valorisation des eaux
Description de l'étude	<p>Les études d'innovation porteront sur plusieurs sujets :</p> <p>1. La submersibilité : comment gérer la montée des eaux en bord de rade, quels traitements innovants mettre en place pour le traitement des bords à quai et des espaces publics ?</p> <p>2. Le recyclage des eaux grises : il s'agira d'évaluer les techniques disponibles et d'étudier leur compatibilité avec la réglementation. Une étude estimera les capacités disponibles et la confrontera avec le besoin local. Enfin, une étude en phytoépuration étudiera la capacité d'une partie des bassins comme zone d'épuration. Ces principes seront abordés dans les fiches de lots proposées pour l'aménagement de Mayol à Pipady.</p> <p>3. Circularité de l'eau : étude sur la combinaison des eaux pluviales, eaux grises, arrosage et bassins miroirs d'agrément. Les études AVP définiront les aménagements répliquables de récupération et réutilisation des eaux.</p> <p>Missions L35 concernées : P1, P2, P3, P6, P11, P12</p>

	PM : points 7 et 8 des enjeux de la Procédure concurrentielle négociée et chapitre 5.1.2 innovation environnementale.
Maître d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (125 062 € - 60%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/01/2022
Date de fin prévisionnelle	01/02/2025
Montant total prévisionnel (€)	208436
Total financement FR2030 (€)	83374
Part de financement FR2030 (%)	40%

Axe d'innovation 2 : Optimiser la production et l'utilisation de l'énergie

Numéro	A2.1
Action financée	Etudes pour mutualiser la production et l'utilisation de l'énergie sur un territoire en bord de Rade
Description de l'étude	<p>Gestion de l'Energie : Modèle juridique et contractuel pour une gestion mutualisée de l'énergie par un pilote énergétique local désigné sur le quartier MAYOL A PIPADY.</p> <p>PM : point 9 des enjeux de la Procédure concurrentielle négociée et chapitre 5.1.2 innovation environnementale.</p> <p>Thalassothermie : Analyse du schéma directeur de l'énergie et zoom sur les quartiers limitrophes existants pour optimisation du projet énergétique thermique. Modélisations numériques océanographiques de la rade de Toulon dans le périmètre proche du projet pour vérifier la faisabilité de la Thalassothermie et positionner / dimensionner les ouvrages en mer selon que la taille de la thalassothermie afin d'éviter tout risque de recirculation. Fiabilisation des modèles numériques océanographiques sur la partie thermique : 2 campagnes de mesures de la température in situ (été et hiver)</p>
Maîtrise d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (13264 € - 78%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/10/2022
Date de fin prévisionnelle	01/11/2025
Montant total prévisionnel (€)	16928
Total financement FR2030 (€)	3664
Part de financement FR2030 (%)	22%

Axe d'innovation 3 : Favoriser les mobilités respectueuses de l'environnement

Numéro	B3.1
Action financée	Etudes de programmation pour une station maritime exemplaire
Description de l'étude	<p>Programmation d'une station maritime flottante innovante et autosuffisante en énergie. Cette programmation a vocation à être répliquée pour l'arc méditerranéen.</p> <p>Les études définiront pendant la période d'incubation l'intégration d'autres usages tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dispositifs de mesures de la variation du niveau de la mer, - recharge des navires, - système de dépollution, - gestion connectée des flux multimodaux.
Maîtrise d'ouvrage	Banque des Territoires
Date de démarrage prévisionnelle	01/10/22
Date de fin prévisionnelle	01/11/2025
Montant total prévisionnel (€)	30000
Total financement FR2030 (€)	30000
Part de financement FR2030 (%)	100%

Numéro	A3.1
Action financée	Etudes sur la promotion du transport innovant et renforcement des mobilités douces et optimisation des flux de circulation
Description de l'étude	<p>Etudes innovantes sur les pôles d'échanges multimodaux à l'échelle du territoire "de Mayol à Pipady" en cohérence avec le plan de mobilité de la métropole, des futurs parkings silo créés dans le cadre de l'appel à projet du lot 1 sur le site de l'ex-DGA et de la future station maritime.</p> <p>Les études porteront sur la définition :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des mobilités douces à grande échelle sur le territoire de l'étude. Gestion optimisée des flux de circulation en faveur du piéton dans la ville (flux VL PL : traversée de la ville, accès au quartier, accès aux ferries, accès aux futurs équipements (palais des congrès...), gestion des flux engendrés par l'événementiel, le stade Mayol notamment. 2. Etudes sur l'impact du développement des véhicules électriques : développement et intégration des bornes IRVE sur l'existant et au niveau des futurs équipements. <p>Missions L35 concernées : P1, P2, P4, P8, P11, P12. PM : points 3, 7, 9 et 10 des enjeux de la Procédure concurrentielle négociée et chapitre 5.1.3 Mobilité.</p>
Maîtrise d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (81 519 – 50%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/01/2022
Date de fin prévisionnelle	01/02/2025
Montant total prévisionnel (€)	163037

Total financement FR2030 (€)	81519
Part de financement FR2030 (%)	50%

Axe d'innovation 4 : Favoriser le bas carbone et économiser les ressources

Numéro	B4.1
Action financée	Etudes sur la valorisation et le réemploi à l'échelle locale à travers l'identification et le fléchage de la valorisation des matériaux
Description de l'étude	Création d'une dynamique de valorisation et de réemploi des produits des déconstructions et démolitions. Les études définiront : 1. Une méthodologie de fonctionnement à l'échelle locale permettant d'identifier et de flécher la valorisation des matériaux. Nécessité de recourir à un accompagnement juridique pour s'assurer de la conformité des actions envisagées par rapport à la législation mais également pour cadrer les engagements des différents acteurs du projet : la Métropole, le Groupement EIFFAGE-ICADE et l'Etablissement Public Foncier (EPF) qui interviendra dans les déconstructions / démolitions en proto-aménagement pour la Métropole. 2. Les problématiques liées à la gestion des eaux (A4) étant étroitement liés : submersibilité et création de nappes artificielles.
Maîtrise d'ouvrage	Banque des Territoires
Date de démarrage prévisionnelle	01/10/22
Date de fin prévisionnelle	01/11/2025
Montant total prévisionnel (€)	15600
Total financement FR2030 (€)	15600
Part de financement FR2030 (%)	100%

Numéro	A4.1
Action financée	Etudes de cadrage pour l'utilisation de matériaux exemplaires et un réemploi des produits de la déconstruction à l'échelle locale
Description de l'étude	L'utilisation de matériaux exemplaires et de méthodologies exemplaires. Les études permettront de définir un plan guide et des spécifications pour : - l'utilisation de le béton bas carbone, à base de bois (4 x moins de CO2) ou la construction bois, - la promotion de matériaux revêtement à Albédo élevé, réfléchissants ou clairs, matériaux perméables - L'optimisation de la distance d'approvisionnement la plus courte dès que c'est possible (carrières / fabricants basés à La Seyne, La Valette...) - Le piégeage de CO2 - La valorisation des sédiments issus du dragage dans ouvrages maritimes ou terrestres Missions L35 concernées : P1, P2, P3, P8, P11 et chapitre 5.1.2 innovation environnementale.

Maîtrise d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (9385 € - 50%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/10/2022
Date de fin prévisionnelle	01/11/2025
Montant total prévisionnel (€)	18770
Total financement FR2030 (€)	9385
Part de financement FR2030 (%)	50%

Axe d'innovation 5 : Coordonner l'innovation

Numéro	A5.1
Action financée	Coordonner les acteurs privé / public pour la cohérence d'un territoire innovant
Description de l'étude	Ces études ont pour objectif de coordonner l'ensemble des acteurs privé / public intervenant sur les innovations du territoire "de Mayol à Pipady". Ces missions ont également pour objectif de garantir les ambitions d'innovation de la Métropole vis à vis des groupements d'investisseurs / promoteurs privés des Appels à Projets. Missions L35 concernées : P2, P8 et P11.
Maîtrise d'ouvrage	Métropole
Co-financeurs	Porteur (10200 € - 34%)
Date de démarrage prévisionnelle	01/01/2022
Date de fin prévisionnelle	01/02/2025
Montant total prévisionnel (€)	30000
Total financement FR2030 (€)	19800
Part de financement FR2030 (%)	66%

Dépenses de personnel :

Aucune dépense de personnel n'a été sollicitée.

Frais généraux

Les frais généraux sont supportés pour un montant forfaitaire de 5000 euros pour l'ensemble de la période d'incubation

ANNEXE 2 - BUDGET PREVISIONNEL DE LA PHASE INCUBATION

1. Budget prévisionnel de la phase incubation :

	Estimation au 30/09/2022
Coût total de la Phase d'incubation (en €)	1 054 641€
Montant financé par le porteur de projet (en €)	554 641 €
Montant des cofinancements (en €)	0 €
Montant de la subvention France 2030 (en €)	500 000 €
Part la subvention France 2030 / coût total (en %)	47 %

	Détail des dépenses au 30/09/2022				
	Montant prévisionnel (€)	Direct	Via accord-cadre opérateur	Total financement France 2030	% cofinancement France 2030
Prestations intellectuelles (total)	1 054 641 €	454 400 €	45 600 €	495 000 €	47.00 %
Etudes lancées par le porteur de projet	1 049 641 €	449 400 €	0 €	449 400 €	47.00%
Etudes réalisées via les accords-cadres	45 600 €	0 €	45 600 €	45 600 €	100.00 %
Dépenses de personnel (total)	0 €	0 €	0 €	0€	0.00 %
Frais généraux (total)	5 000 €	5 000 €	0 €	5 000 €	100.00 %

2 . Dépenses éligibles

Le Coût total de la phase d'incubation est constitué de l'ensemble des coûts directement imputables à ladite phase.

Il est attendu de la part du lauréat la mise en place d'une comptabilité analytique propre à son projet.

- Prestations intellectuelles et actions assimilées

L'objet principal du financement durant la phase d'incubation étant l'ingénierie de projet, les différentes catégories d'études d'ingénierie sont éligibles à l'aide accordée au titre de France 2030 :

- Technique ;
- Juridique ;
- Financière ;
- Stratégique (benchmarking, cadrage évaluation et réplique) ;
- Assistance opérationnelle à la conduite du Projet ;
- Partenariat/contrat de recherche ;
- Achat de matériels et petits équipements concourant directement à une action de préfiguration de la future opération ;

En complément des éléments indiqués au point 2 de la présente annexe et en tout état de cause, l'achat de ces prestations devra se faire dans le respect du code de la commande publique lorsque cela est requis.

- Frais généraux

Les frais généraux concernent des frais administratifs imputables au projet ainsi que des frais de déplacements et d'équipements.

Les frais généraux sont remboursés sur la base d'un montant forfaitaire à hauteur de 5.000 euros pour l'ensemble de la période d'incubation.

A titre exceptionnel, certaines dépenses supplémentaires pourront être prises en charge comme les frais de transport des porteurs de projet en outre-mer

- Dépenses de personnel

La phase d'incubation permettant avant tout de financer des dépenses d'ingénierie, les dépenses de personnel sont à considérer comme marginales, raison pour laquelle les dépenses de personnel sont éligibles, notamment pour le financement d'un chef de projet, dans la limite de 25% de l'aide accordée durant la phase d'incubation.

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

- Salaire, primes et indemnités ;
- Charges sociales afférentes (y compris les cotisations sociales patronales et salariales).

ANNEXE 3 - BILAN TECHNIQUE

Bilan de la phase incubation

Présenter les principaux enseignements de la phase incubation (environ 2000 caractères) avec un focus particulier sur les sujets suivants :

- *Faisabilité technique et économique du projet*
- *Niveau et intensité de l'innovation, évaluation et réplication des action incubées*

Bilan par étude/action

A.1 Intitulé

Présenter (environ 1000 caractères) :

- *les principaux enseignements de l'étude ;*
- *les conclusions et actions pour la suite du projet ;*
- *les éventuelles difficultés et approfondissements nécessaires.*

A.2 Intitulé

B.1 Intitulé

ANNEXE 4 - BILAN FINANCIER FINAL

Pour la demande de versement du solde de la Phase d'incubation, le Porteur de projet doit remplir et transmettre le bilan financier des dépenses engagées et payées accompagné des justificatifs nécessaires, *ie* tout document permettant de comprendre la nature, l'objet et le paiement des dépenses. Le montant des co-financements, hors France 2030, sera précisé pour chaque action.

Les dépenses doivent être certifiées payées par l'Agent comptable, un commissaire aux comptes ou un expert-comptable.

Les dépenses relatives à des prestataires externes doivent être justifiées par des factures établies au nom du partenaire, les commandes et devis ne sont pas recevables.

Il est précisé que les justificatifs nécessaires des dépenses de l'ensemble de la Phase d'incubation seront conservés par le Porteur de projet pendant toute la durée définie à l'article 7 de la Convention et communiqués à la demande de l'Opérateur conformément aux dispositions de même article.

Pour les études portées par les opérateurs via les accords-cadres, l'ANRU et l'Opérateur communiqueront le reporting des dépenses engagées et réalisées.

	Etat de consommation au xx/xx/xxxx			
Coût total de la Phase d'incubation (en €)				
Montant financé par le porteur de projet (en €)				
Montant des cofinancements (en €)				
Montant de la subvention France 2030 (en €)				
Part la subvention France 2030 / coût total (en %)	%			
	Détail des dépenses au xx/xx/xxxx			
	Dépense s (€)	Dont financement France 2030		
		Direct	Via accord- cadre opérateur	Total financemen t France 2030
Prestations intellectuelles (total)				
A.1				
A.2				
B.1				
Dépenses de personnel (total)				
Frais généraux (total)				

ANNEXE 5 - COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Coordonnées du porteur de projet

Caisse des dépôts et consignations
Direction des investissements
Démonstrateurs de la ville durable

[Ville], le [date]

Objet : Convention de Subvention entre la Caisse des Dépôts et la XXXX

Madame, Monsieur,

Je soussigné, xxxxxx, agissant en qualité de représentant XXXX

- confirme avoir pris connaissance de la Convention référencée en objet et notamment des dispositions financières prévues dans son article 3.3,
- certifie détenir l'ensemble des justificatifs attestant de la réalisation de la Phase d'incubation faisant l'objet de la présente demande de versement,
- déclare être à jour de mes obligations au titre de l'article 4 de la Convention référencée en objet, à la date de signature de la présente demande,
- certifie que les éléments et informations mis à votre disposition à l'appui de la demande de versement référencée en objet sont exacts et correspondent à la réalité des travaux réalisés et des dépenses engagées
- certifie que les partenaires du Projet m'ont assuré du respect des principes de la commande publique
- certifie que les dépenses de personnels imputées sur le budget de l'Etat, des collectivités territoriales, ou des établissements publics pour lesquels un financement France 2030 est demandé constituent une charge supplémentaire sur leur budget engendré par la réalisation du Projet

Je demande le versement de la somme de XXXXX euros.

[signature et cachet du signataire]

Nb : la demande doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives dont la liste figure à l'article 3.3.3 de la présente convention.

ANNEXE 6 – DECLARATION FINANCEMENTS EUROPEENS

Si le Projet de démonstrateur bénéficie d'un soutien perçu au titre de programmes et instruments de l'Union couvrant ou étant susceptible de couvrir des coûts supportés par France 2030, le Porteur de projet est tenu de compléter et remettre le tableau à l'Opérateur avant la signature de la présente convention et préalablement au passage devant le comité d'engagement.

Nom du programme	Date de notification du soutien	Montant du financement (€)	Objet du financement

Le projet ne bénéficie pas de fonds européens à la date de signature de la convention.

[illegible]

TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE			INNOVATIONS													
			RENATURATION		ILLOT FRAICHEUR		GESTION DES EAUX		ENERGIE		MOBILITE		VALORISATION		COORDONNER	
			% A3.1	TOTAL A3.1	% A3.2	TOTAL A3.2	% A3.4	TOTAL A3.4	%A2.1	TOTAL A2.1	%A3.1	TOTAL A3.1	% A4.1	TOTAL A4.1	% A5.1	TOTAL A5.1
REF	INTITULE	TOTAL														
P0	PRIME	200 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P1	Précisions sur les études d'esquisse +	342 352	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P2	Etude niveau avant-projet	1 628 387	15%	244 258	10%	162 839	7%	113 987	1%	16 928	5%	81 419	1%	16 855	1%	16 284
P3	Etude hydraulique	72 465	10%	7 247	0%	0	30%	21 740	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P4	Etude de Circulation et Stationnement	53 809	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	40%	21 524	0%	0	0%	0
P5	Etude d'impacts	163 789	10%	16 379	10%	16 379	10%	16 379	0%	0	6%	9 827	0%	0	0%	0
P6	Dossier "Loi sur l'Eau"	33 491	0%	0	0%	0	30%	10 047	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P7	Commission Départementale Sites et Paysages	36 013	10%	3 601	10%	3 601	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P8	Assistance à la concertation	191 466	2%	3 829	2%	3 829	2%	3 829	0%	0	1%	1 915	1%	1 915	1%	1 915
P9	Enquêtes (s) Publique(s)	36 615	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P10	Accompagnement réglementaire et planning fédéral	139 787	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
P11	Accompagnement de l'AMI	424 542	10%	42 454	10%	42 454	10%	42 454	0%	0	0%	0	0%	0	3%	11 801
P12	Points singuliers de l'espace public	120 879	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	40%	48 352	0%	0	0%	0
	Total	3 443 596		317 768		229 102		208 436		16 928		163 037		18 770		30 000
																Total Etudes Démonstrateur Ville durable
																954 041